

**DEMANDE D'OUVERTURE TEMPORAIRE
D'UN DEBIT DE BOISSON**

Sans l'intégralité des informations demandées ou hors délais, votre demande ne pourra pas être prise en compte.
Ce formulaire est adressé au service de la police municipale deux semaines au moins
avant la date de manifestation sur le domaine public ou organisée dans une enceinte sportive.

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Association :

N°agrément DDCS pour les associations sportives :

Représentée par : (nom – prénom) :

En tant qualité de :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : Courriel :

Nature de la manifestation :

Lieu :

Date :

Horaires d'ouverture:

Les débits de boissons temporaires doivent se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 relatif à la police des débits de boissons dans le département de l'Ain. L'heure de fermeture est fixée conformément à l'article 2, soit à **1 heure** du matin.

En outre, les débits de pourront rester ouverts toute la nuit à l'occasion des fêtes légales et notamment :

- Nuit du 14 juillet au 15 juillet
- Nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier

A l'occasion des fêtes traditionnelles ou locales, les débits de boissons situés sur l'ensemble du territoire communal suivront la même obligation de fermeture à **1 heure** du matin.

Catégorie de boissons autorisées : Groupes 1 et 3 selon la classification des boissons (Art. L 3321-1 du Code de la Santé Publique).

A savoir :

Catégorie 1 : boissons sans alcool (eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieure à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat).

Catégorie 3 : les boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin (y compris champagne), bière, cidre, poiré, hydromel ainsi que les crème de cassis ou les jus de fruits ou de légumes fermentés de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vins et diverses liqueurs ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS

Protection des mineurs et lutte contre l'ivresse publique :

Une buvette est bien entendu soumise à l'ensemble de la réglementation concernant la lutte contre l'ivresse publique et la protection des mineurs. Chaque association devra donc se conformer à la législation en la matière et notamment ne pas vendre ou offrir de l'alcool aux mineurs. La personne qui délivre la boisson peut exiger du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

De même, il faudra refuser de servir une boisson alcoolisée à une personne manifestement ivre sous peine de sanctions pénales (article R3353-2 du Code de la Santé Publique).

Affichage :

L'association est tenue d'exposer de manière très visible l'ensemble des boissons non alcoolisées mises en vente (article L3323-1 du Code de la Santé Publique) avec les tarifs pratiqués.

Demande faite le :Signature du demandeur,

Avis du service instructeur,

┌ Favorable
└ Défavorable

Thoiry, le

Avis du Maire ou de son représentant,

┌ Favorable
└ Défavorable

Thoiry, le

Annexe à l'ouverture d'un débit de boisson temporaire

Pour les associations, l'organisation d'un point de vente de boissons liée à une manifestation est l'occasion de créer un événement fédérateur et convivial. Mais bien souvent, il s'agit également d'un moyen essentiel de financer les activités normales de l'association.

L'exploitation temporaire d'un débit de boissons communément désigné sous le terme de « buvette » est toutefois encadrée par la réglementation administrative des débits de boissons. Car l'on ne s'improvise pas débitant de boissons et le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police municipale, doit en effet veiller au maintien de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publique lors des rassemblements festifs. Il peut ainsi apprécier, en fonction de l'intérêt local, l'opportunité de l'ouverture d'un débit de boissons temporaire. Par exemple, la présence d'un débit sédentaire (bar, brasserie...) à proximité de l'emplacement où se déroule une fête publique est de nature à justifier une décision de refus afin de respecter les intérêts du commerce local.

Les associations doivent donc respecter certaines règles élémentaires et ne pas sous-estimer la concurrence déloyale avec les commerçants, la protection des mineurs et la lutte contre l'ivresse publique et l'alcoolisme, la sécurité routière... afin que leurs manifestations et la tenue de leur buvette se déroulent dans les meilleures conditions possibles.

Définition du débit de boissons

Un débit de boissons est un établissement ouvert au public dans lequel sont vendues ou offertes gratuitement des boissons alcooliques ou non, destinées à être consommées sur place ou emportées. Il n'est pas nécessaire que le local soit spécialement aménagé.

Groupe de boissons

Depuis le 1^{er} juin 2011, l'article 1 de la loi du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques prévoit notamment la suppression de la licence 1.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'article 12 de l'ordonnance n°2015-1682 du 17 décembre 2015 a supprimé le groupe 2 des boissons. L'ensemble des boissons appartenant initialement au groupe 2 est désormais rassemblé avec les boissons du groupe 3.

Toute association peut donc vendre ou offrir des boissons non alcoolisées, de manière permanente ou temporaire, sans aucune autorisation et des boissons alcoolisées du groupe 3 sur dérogation temporaire et autorisation du Maire.

Limitation du nombre d'autorisations

Les autorisations de débits de boissons temporaires délivrées à des associations ne sont accordées que pour des manifestations publiques dans la limite de 5 autorisations annuelles pour chaque association et 10 pour les associations sportives déclarées à la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale).

Dérogations (article L3335-4 du Code de la Santé Publique)

La vente et la distribution de boissons alcoolisées sont interdites dans les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et d'une manière générale, dans tous les établissements d'activités physiques et sportives.

Le Maire peut, par arrêté, accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de quarante-huit heures au plus, à cette interdiction en faveur :

- Des associations sportives agréées conformément à l'article L.121-4 du Code du Sport et dans la limite des dix autorisations annuelles pour chacune desdites associations qui en fait la demande
- Des organisateurs de manifestations à caractère agricole dans la limite de deux autorisations annuelles par commune
- Des organisateurs de manifestations à caractère touristique dans la limite de quatre autorisations annuelles, au bénéfice des stations classées et des communes touristiques relevant de la section 2 du chapitre III du titre III du livre 1^{er} du Code du Tourisme

Zones protégées (article L3335-1 du Code de la Santé Publique)

Aucun débit de boissons à consommer sur place, à l'exception des débits de boissons de 1^{re} catégorie, ne peut être ouvert à proximité (rayon de 100 mètres) d'un édifice de culte, d'un cimetière, d'un établissement de santé, d'instruction scolaire publique ou privée, d'un équipement sportif.

➤ *Arrêté Municipal N° 49/14 portant réglementation à la détention et la consommation d'alcool.*

Responsabilités et obligations

Conformément à l'arrêté Préfectoral du 15 décembre 2016 et notamment son article 6, Toutes les personnes présentes lors d'une manifestation devront avoir quitté les lieux à l'heure de la fermeture du débit de boissons.

Selon l'article L3353-5 du Code de la Santé Publique : « l'offre ou la vente, sous quelque forme que ce soit, dans les débits et café ouverts à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique et autorisée par l'autorité municipale, de boissons autre que celles des deux premiers groupes définis à l'article L3321-1, est puni de 350 € d'amende ».

La buvette est soumise à l'ensemble de la réglementation concernant la lutte contre l'ivresse publique et la protection des mineurs.

Il convient également de respecter les règles relatives au respect de l'hygiène, de la sécurité et de veiller au respect de la tranquillité publique.

➤ *Arrêté Municipal N°14/10 relatif à la lutte contre le bruit.*